

QUEL APPORT DU PROJEG DANS LA GOUVERNANCE DU SECTEUR MINIER EN GUINEE ?

- ETUDE D'IMPACT ET DE PROSPECTIVE -



ETUDE DE CAS : DEPENDANCE A L'EXPLOITATION MINIERE LE CAS DE FRIA

Cette étude de cas est présentée dans le cadre de l'étude d'impact et de prospective menée pour le PROJEG en 2018. L'étude est composée dans sa globalité de 4 études de cas liées à différentes initiatives soutenues par le PROJEG dans le secteur minier, et une note transversale reprenant les enseignements croisés de ces différentes initiatives. Un reportage vidéo d'une dizaine de minutes est associé à cette étude de cas.

TABLE DES MATIERES

I - CONTEXTE

La situation de Fria et de sa société civile	2
Fria, l'histoire d'une dépendance.....	2
La situation de crise depuis 2012.....	3
Le profil de la société civile friaka	3
Panorama des relations entre les acteurs clés du territoire.....	4

II - LE COLLECTIF ARSYF :

QUELLE ACTION ? QUELS CHANGEMENTS OBSERVES ? QUELLES PERSPECTIVES ?

L'action du collectif ARSYF.....	6
La posture du collectif.....	8
Le collectif ARSYF change de rôle, gagne en visibilité et en expertise	8
Une visibilité plus forte de la société civile et du collectif en particulier.....	8
Un rôle progressif de catalyseur de l'ARSYF, qui renforce l'unité d'action de la société civile.....	10
L'ambition régionale du collectif : quels intérêts et quelles limites ?.....	1110

III - LA CONTRIBUTION DU COLLECTIF AUX CHANGEMENTS DE FRIA

1. Secourir pour répondre à l'urgence : quels changements observés ?	12
Une capacité de mobilisation forte autour de la crise	13
Un rapprochement des autorités locales sur la réponse à la crise, mais avec le risque d'une instrumentalisation	14
2.Proposer des alternatives et réinventer Fria : quels changements observés et quelles perspectives ?	15
Les mentalités changent, une vision alternative se construit	1615
Les mentalités évoluent autour de la dépendance à l'usine.....	16 15
Un espace de réflexion collective s'est ouvert autour de « Fria 2030 »	17
Mais la vision 2030 reste à préciser et à opérationnaliser	1918
3.Surveiller et garantir la transparence des redevances minières : quels changements observés et quelles perspectives ?.....	20
L'émergence d'une nouvelle pratique de suivi, dans un contexte verouillé	2120
Le collectif a construit une expertise sur la gestion des redevances minières	21 20
Plusieurs défis pour transformer l'essai sur le rôle de suivi des ressources minières, au moment du retour de l'usine.....	22

I - CONTEXTE

LA SITUATION DE FRIA ET DE SA SOCIÉTÉ CIVILE

FRIA, L'HISTOIRE D'UNE DÉPENDANCE

« Notre ville est née de l'usine, et non l'inverse. C'est l'usine qui est arrivée la première ».

Voici ce que soulignent d'emblée les Friakas lorsqu'ils présentent la situation de leur ville. A la fin des années 50, a été construite à Fria la première usine d'alumine d'Afrique, afin de valoriser les immenses ressources de bauxite du territoire. La ville s'est progressivement construite autour de cette usine, jusqu'à atteindre une population de plus de 135 000 habitants en 2011.

Durant près de cinquante ans de fonctionnement, l'usine a produit et exporté plusieurs millions de tonnes d'alumine, avant de fermer brutalement ses portes en 2012. Cette fermeture de 2012 provoque une véritable situation de crise humanitaire, du fait de la double dépendance des habitants vis-à-vis de l'usine :

- **Dépendance économique** - Durant cinq décennies, la ville de Fria a dépendu presque entièrement de la présence de son usine sur le plan économique et social. Un grand nombre d'entreprises qui se développent sont des sous-traitants de l'usine, le commerce et l'artisanat dépendent en grande partie des revenus des travailleurs de l'usine et recyclent une partie des machines et des matériaux utilisés par l'usine, etc. De leur côté, l'agriculture et l'élevage restent peu développés, malgré des conditions climatiques et naturelles relativement favorables. Du fait de cette dépendance extrême, la fermeture de l'usine marque un coup d'arrêt à l'ensemble de l'économie locale ; provoquant à la fois l'effondrement du pouvoir d'achat des travailleurs et de tout le marché local, sans que les habitants puissent s'appuyer sur des activités alternatives.
- **Dépendance en matière de services de base et d'entretien des infrastructures** - Un certain nombre d'infrastructures et de services de base étaient restés jusqu'à lors pris en charge par l'usine: le traitement et la fourniture de l'eau, la fourniture d'électricité, et une grande partie des soins de santé (les frais de fonctionnement et les prestations de l'hôpital Pechiney étant soutenus par l'usine et accueillant une partie de la population). Historiquement, l'usine a également pris en charge la construction et l'entretien d'un certain nombre d'infrastructures sportives, culturelles, et éducatives, déresponsabilisant la préfecture et la commune d'une partie de leur mission dans ce domaine. Notons toutefois que les rachats successifs de la compagnie minière l'ont conduit à abandonner progressivement cet entretien des infrastructures, qui se trouvaient déjà pour la plupart, en 2012, dans un état de dégradation avancé.

Fria bénéficiait, par ailleurs, d'une source de revenus non négligeable par le biais des taxes et redevances minières payées par l'usine (Ex : 735 millions GNF en 2010, soit 81 666 euros). Toutefois, durant les années de production, les ressources financières versées par l'usine pour le développement local n'ont que peu servi au développement local. Le processus de décentralisation étant encore peu avancé, le cadre institutionnel local étant fragile et la logique de transparence budgétaire étant peu développée, ces fonds ont servi en partie à alimenter la corruption, privant la ville d'une ressource importante pour le développement d'activités alternatives, l'entretien des infrastructures, la mise en place de projets locaux, etc.

LA SITUATION DE CRISE DEPUIS 2012

En 2012, les travailleurs de l'usine portent une série de revendications autour notamment de l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail, accompagnant leurs demandes d'une large grève déclenchée par le syndicat. Malgré plusieurs tentatives de négociation, les positions se radicalisent à la fois chez le syndicat et au niveau de la Direction Générale de l'usine. En avril 2012, RUSAL décide de fermer les portes de l'usine, accusant les grévistes d'être la cause de cette fermeture. (Un débat parmi les habitants semble encore vivant aujourd'hui autour de la responsabilité réelle des syndicats : nombreux étant ceux qui voient la grève comme un simple prétexte saisi par RUSAL pour fermer l'usine, dans un contexte international du marché de la bauxite moins avantageux).

La fermeture de l'usine provoque tout d'abord une crise « humanitaire »: une grande partie des habitants voyant leurs revenus s'effondrer et n'ayant plus accès aux services de base (eau, électricité, etc.) Elle se traduit également par une crise sociale très profonde (colère des habitants, éclatement des foyers, montée de la prostitution, etc.) Cette crise s'étend sur plusieurs années et provoque le départ d'un grand nombre de friakas et la reconversion d'une partie d'entre eux vers des activités alternatives (agriculture, élevage, etc.)

Notons toutefois qu'à partir de 2015, l'accès à certains services de base change, grâce à la reprise de la fourniture du courant par l'État, alimentée par le barrage de Kaleta. Une partie importante des activités de la ville dépendant du courant (hôtellerie, commerce, artisanat, etc.) peuvent ainsi redémarrer.

Notons également que l'espoir renaît au sein de la population à partir de 2016-17, avec la perspective de plus en plus précise d'une reprise des activités par RUSAL. Cette réouverture est officielle en juin 2018. Après la réalisation d'un audit de l'usine en 2016, et le lancement des travaux de rénovation en 2017 (qui avait déjà permis à certains travailleurs de retrouver un emploi), la reprise de la production contribue effectivement à la relance d'une grande partie de l'économie locale.

- ➔ C'est dans ce contexte d'urgence, entre 2012 et 2018, que se place d'intervention de l'ARSYF et ses partenaires. Un contexte de crise qui décroît en partie durant ces dernières années, mais qui reste déterminant pour comprendre l'action de la société civile locale.

LE PROFIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FRIAKA

L'histoire bien particulière de Fria a nécessairement forgé une société civile à son image, avec ses atouts et ses faiblesses :

- **« Nous sommes parmi les villes les plus lettrées du pays ».** D'une part la ville a pu attirer, autour de l'usine de nombreux cadres nationaux et internationaux. D'autre part, la jeunesse de Fria a pu bénéficier d'une diversité d'infrastructures socioéducatives (écoles publiques et privées) et culturelles, mais aussi de la présence d'un centre de formation professionnelle de qualité. Par ailleurs, Fria a toujours vécu sur une tradition de mélange des populations, en regroupant des travailleurs guinéens de toutes les ethnies, mais aussi un grand nombre d'expatriés présents parfois pendant de longues années.

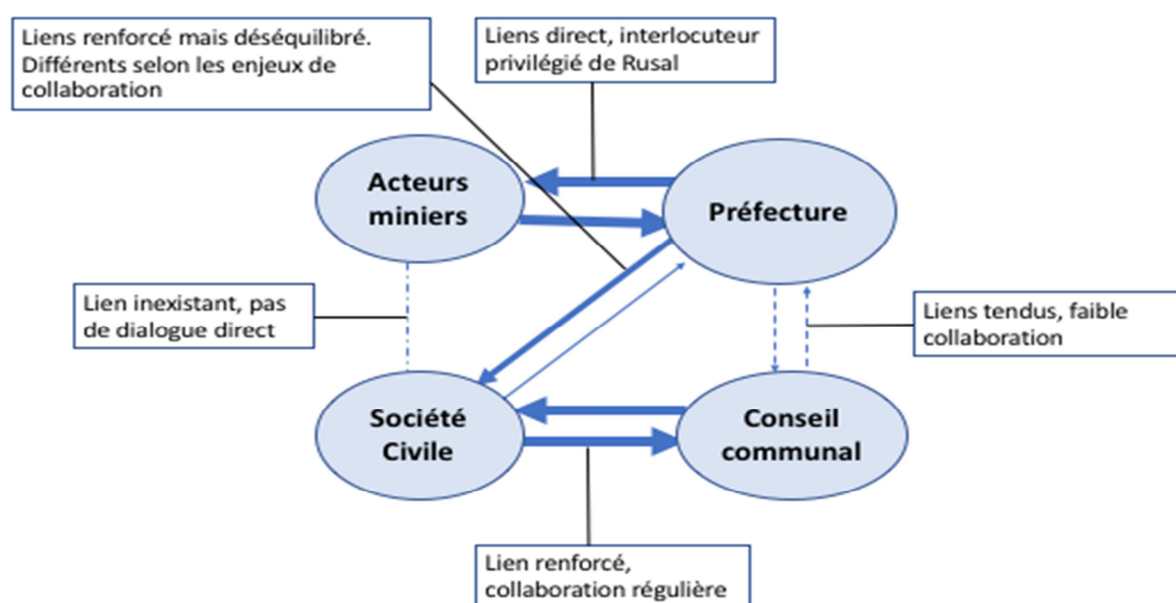
- Étant donné la mobilité importante des cadres passés par Fria et la mobilité d'une partie des jeunes friakas, il s'est créé autour de la ville un réseau de ressortissants assez large. C'est sur ce réseau que s'est construit l'ARSYF (Association des Ressortissants et Sympathisants de Fria) et c'est grâce à ce réseau qu'ont pu se mettre en place des canaux de solidarité au moment de la crise. Des ressortissants friakas se mobilisent alors depuis la Belgique, la France, les États-Unis, le Canada, mais aussi de tout le reste de la Guinée.
- « Dans d'autres régions, les Organisations de la Société Civile étaient plus avancées. Ici nous étions un peu en retard, cela ne nous intéressait pas vraiment qu'une ONG vienne se développer à Fria. » (ancien Président de l'ARSYF). Les témoignages locaux soulignent pour la plupart que le tissu associatif de Fria est resté relativement peu développé jusqu'à la crise, du fait notamment du filet de prise en charge que constituait l'usine. Nous le verrons, ce tissu associatif va se développer plus rapidement à partir de 2012.

Un contexte assez « verrouillé », aujourd'hui allergique au trouble et à la contestation :

Étant donnée l'histoire de la ville, les acteurs de la société civile organisée craignent de se placer dans une position de contestation. Les grévistes de 2012 demeurent dans beaucoup d'esprits parmi les premiers responsables de la fermeture de l'usine et de la crise de Fria, personne ne veut donc être perçus comme « ajoutant aux troubles ». Le discours de fermeté du Président Alpha Condé lors de la réouverture officielle de l'usine illustre d'ailleurs la volonté politique de verrouiller toute contestation et de donner à Rusal l'image d'une ville sous contrôle. Jusqu'à aujourd'hui, l'attitude des organisations de la société civile de Fria est largement conditionnée par ce mot d'ordre d'apaisement et de conciliation.

PANORAMA DES RELATIONS ENTRE LES ACTEURS CLES DU TERRITOIRE

Globalement, l'analyse de l'évolution des relations de la société civile (et notamment du collectif ARSYF, que nous présenterons dans les pages suivantes) avec les autres acteurs clés du territoire permet de dresser le constat suivant :



- **Du côté des pouvoirs publics**, étant donné la faible mise en œuvre de la décentralisation dans le pays, une grande partie des ressources financières et du pouvoir de décision se trouvent encore dans les mains de l'État central et de la Préfecture. De son côté, la Commune Urbaine de Fria et les Communes Rurales alentours ont souffert à la fois d'un manque de légitimité (lié à l'absence de dirigeants élus, jusqu'en 2018) et d'un budget faible. La Commune Urbaine n'a d'ailleurs même pas pu développer de dialogue direct avec les acteurs miniers
Notons par ailleurs que les relations entre Préfecture et Commune Urbaine ont été tendues et assez faibles durant ces dernières années. Cette situation semble en partie liée à un conflit de personnes et un renvoi réciproque de la responsabilité.
- **Du côté de la société civile** (et notamment du collectif ARSYF – voir page suivante), les liens avec les membres de la Commune Urbaine se sont renforcés durant ces dernières années. Beaucoup de projets de la commune semblent avoir été menés en dialogue avec ARSYF.
Le lien de la société civile à la Préfecture semble aussi avoir évolué, du moins en apparence, vers une meilleure connaissance et une meilleure information mutuelle, et vers la construction d'espaces de réflexion partagés. Mais en réalité, cette relation reste très « partielle » : la transparence reste encore faible et la concertation quasi inexistante autour de l'utilisation de revenus miniers. Nous y reviendrons plus en détails.
- **Du côté des acteurs miniers**, notons d'abord le retour encore très partiel et progressif de Rusal sur le territoire jusqu'à aujourd'hui et donc l'absence d'un interlocuteur fiable pour la société civile. Mais l'absence d'un lien de dialogue entre miniers et société civile est également liée au fait que c'est la Préfecture qui reste jusqu'à aujourd'hui l'interlocuteur privilégié des miniers, et qu'elle constitue une forme d'« écran » vis-à-vis de la société civile. Difficile de savoir dans quelle mesure il s'agit d'un souhait des miniers de centrer leur dialogue uniquement sur la Préfecture.

Il y a un blocus ente société civile et usine : quand on veut partager de l'information à l'usine, on est bloqués par la Préfecture. Ce n'est pas normal. Si le Comité préfectoral fonctionnait on pourrait travailler avec l'usine plus directement.

Membre de l'ARSYF

Ces relations évoluent rapidement au cours de la crise. Il est intéressant d'observer notamment le changement progressif de regard du collectif ARSYF sur le jeu d'acteurs à Fria :

« Au début de la crise, nous avons tendance à croire que nous faisons « front » avec l'État (et la Préfecture) pour faire pression sur l'usine. Puis progressivement, nous nous sommes rendus compte que la Préfecture et l'usine étaient davantage « ensemble » que nous le pensions, pour protéger leurs intérêts. Et nous avons compris que l'usine continuait à verser des redevances à la Préfecture. (Membre de l'ARSYF) »

Nous le verrons, c'est cette évolution de regard qui permet au collectif ARSYF de repenser sa propre posture, et de chercher aujourd'hui à dialoguer plus directement avec RUSAL:

« Avec la reprise de l'usine, nous allons écrire à Rusal pour demander d'établir un partenariat. De leur côté, ils ont un intérêt à montrer en quoi ils peuvent contribuer durablement au développement, et à informer de tout ce qu'ils payent pour la communauté. (Membre de l'ARSYF) »

II – LE COLLECTIF ARSYF :

QUELLE ACTION ? QUELS CHANGEMENTS OBSERVES ? QUELLES PERSPECTIVES ?

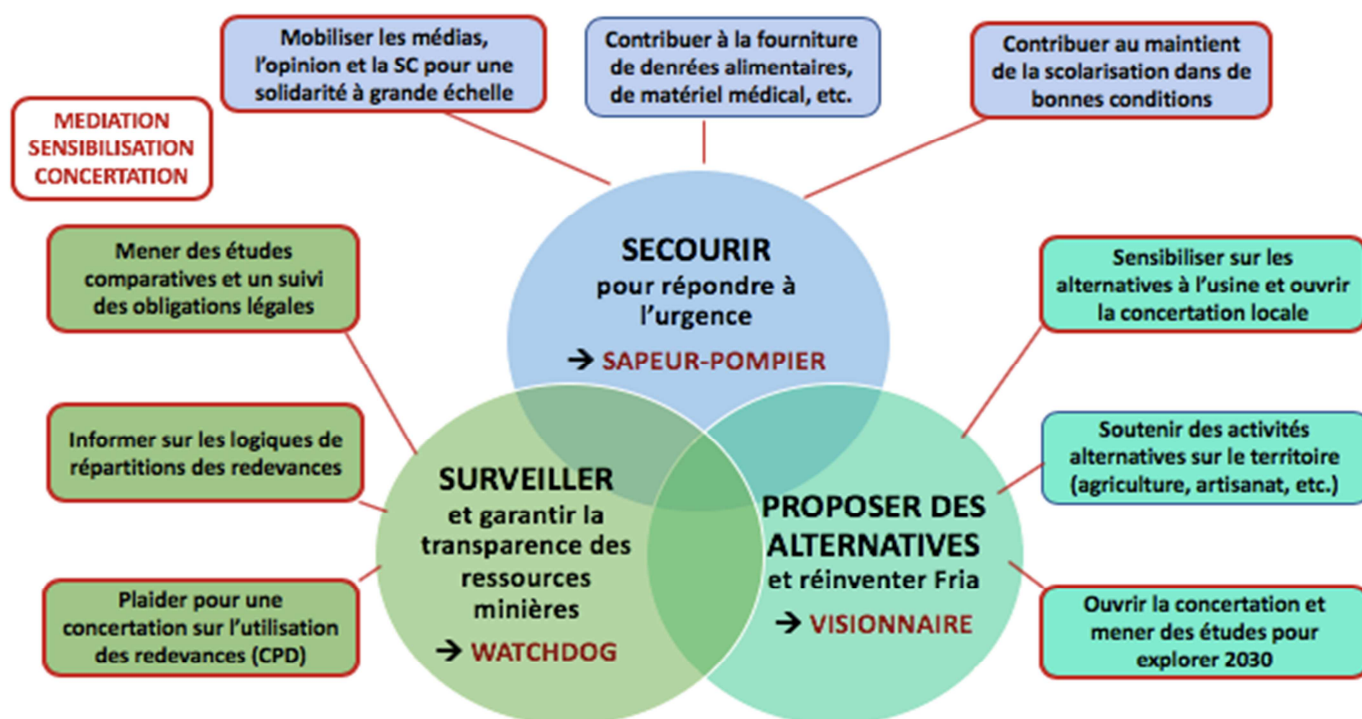
L'ACTION DU COLLECTIF ARSYF

L'étude de cas porte sur l'action du collectif « ARSYF », composé de 4 organisations basées à Fria :

- **ARSYF (Association des Ressortissants et Sympathisants de Fria)** : L'association se donne le mandat d'œuvrer pour « le développement économique et socioculturel de Fria ». Créé par la diaspora en 2006 en Belgique, l'antenne de Guinée voit le jour en 2008. L'association est également présente en France, aux USA et au Canada. L'ARSYF est l'association la plus large du collectif et reste le principal porteur de la dynamique collective.
- **Fria Relève Toi** : Créée pendant la crise, l'organisation travaille à la fois sur les fournitures scolaires, les soins hospitaliers, le soutien aux groupements agricoles, etc.
- **ARAFAN** : active depuis 1983, l'organisation s'est focalisée à son origine sur l'action agropastorale, et notamment sur l'organisation de groupements avicoles. Elle est renforcée, notamment par le PROJEG, sur le suivi des recettes minières et le plaidoyer. Son président intègre la Plate-Forme Publiez Ce Que Vous Payez.
- **AVAK (Amical Vadim Aboubacar Keita)** : l'organisation fédère des ressortissants autour des enjeux d'éducation (fournitures scolaires, organisations d'événements, etc.).

L'action du collectif porte principalement (mais pas uniquement) sur le territoire de la Préfecture de Fria, comptant une commune urbaine (Fria ville) et 3 communes rurales (Baguinet, Tormelin et Banguigny).

L'ARSYF et ses partenaires semblent avoir construit leur action sur trois pieds, trois orientations complémentaires autour desquels ils ont développé leurs activités jusqu'à aujourd'hui :



Le détail de ces trois « pieds » de l'action du collectif est présenté dans les pages qui suivent. Ce sont ces trois orientations qui structurent l'analyse de cette étude de cas, chacune d'elle étant mise en perspective avec les différents « changements » observés sur le terrain. Avant d'entrer dans le détail, notons d'ores et déjà plusieurs points d'attention importants concernant les orientations d'ARSYF et du collectif :

- Depuis plusieurs années, ces trois orientations principales sont menées en partie en parallèle. Toutefois, la fonction de « Sapeur-Pompier » a été plus structurante dans les premières années post-crise, et elle a ensuite été complétée par les fonctions de « Watchdog » et de « Visionnaire ». La situation d'urgence à Fria a eu tendance à modeler l'évolution des missions des membres du collectif ARSYF de la manière suivante :

- La crise a tout d'abord incité la société civile à se mobiliser autour d'une réponse à l'urgence (urgence alimentaire, urgence scolaire, etc.) Les premières années de la crise ont ainsi placé le collectif ARSYF devant la nécessité de trouver des solutions rapides à la catastrophe en cours.
- Cette mobilisation face à l'urgence a permis aux OSC de construire des partenariats nouveaux, d'accroître leur visibilité, puis de progressivement s'impliquer sur la recherche de solutions de long terme. La crise se poursuivant, il est devenu nécessaire de se situer au-delà d'une simple réponse à l'urgence, afin de contribuer à réinventer un modèle économique et social pour Fria. Le collectif se base alors sur sa légitimité nouvelle pour jouer un rôle de catalyseur des alternatives de développement et ouvrir un espace de réflexion collective autour de l'avenir de Fria.

« C'est la situation de crise qui a donné sa légitimité à l'ARSYF, et qui l'a conduit depuis l'urgence, jusqu'à la volonté d'interpeller l'État et de construire un modèle alternatif pour la ville ».

Membre de l'ARSYF

- Les éléments encadrés en rouge dans le schéma ci-dessus sont les activités plus directement soutenues par le PROJEG. On peut constater que ces activités correspondent toutes à une logique

de médiation, de sensibilisation et concertation qui est au cœur de la démarche du PROJEG. Les membres du collectif ont été amenés à porter d'autres activités, liées notamment à la fourniture de services/matériels ou de soutien à des projets de terrain ; mais ces activités ne sont pas prises en charge par le PROJEG. Ce point est important dans la suite de l'analyse, pour bien mesurer la contribution du PROJEG aux changements locaux.

- **Notons enfin que l'ARSYF et ses partenaires ont été amenés à mener d'autres activités, en dehors du territoire de Fria** (notamment une série d'actions sur le territoire de Boké, telles que la réalisation d'une étude sur la gouvernance des ressources de santé dans la région de Boké ; la mise en place d'une plate-forme régionale de concertation des acteurs de la santé dans la région, etc.). Ces activités ne sont pas directement mentionnées dans les pages qui suivent, dans la mesure où elles ne font pas l'objet de cette étude d'impact. Toutefois, ce point est important à garder en tête pour mieux comprendre les perspectives de développement du collectif au-delà de Fria (voir pages suivantes).

LA POSTURE DU COLLECTIF

Le collectif ARSYF se place dans une position de conciliation et de concertation. Loin d'attiser le mouvement populaire de contestation face à la fermeture en 2012/2013, il porte à la radio des messages de paix, et une série d'appels au calme. Il concentre son combat avant tout sur l'ouverture d'un espace de concertation autour de l'utilisation des redevances minières. Le collectif est d'ailleurs reconnu par les autres acteurs (notamment les acteurs publics locaux) comme un facteur important d'apaisement au niveau local, dans un contexte de risque de soulèvement populaire.

« On fait de la recherche et du plaidoyer mais on n'a pas le chapeau pour se battre. D'autres doivent parler fort à côté de nous ».

(Membre de l'ARSYF)

Étant donné le contexte assez « verrouillé » de Fria et le besoin de reconnaissance d'une société civile locale émergente, la posture du collectif semble à première vue la plus pertinente. Mais est-elle suffisante pour bousculer les blocages des acteurs publics et privés sur le territoire, dans un contexte où il ne semble pas exister à Fria de mouvements organisés capables d'assumer une position de contestation plus affichée ? Nous reviendrons sur cette question dans les pages qui suivent.

Rétrospectif

LE COLLECTIF ARSYF CHANGE DE RÔLE, GAGNE EN VISIBILITÉ ET EN EXPERTISE



UNE VISIBILITÉ PLUS FORTE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DU COLLECTIF EN PARTICULIER

Le premier et principal changement notable sur la période 2012-2018 est l'apparition de la société civile comme acteur de plus en plus légitime de la gestion du développement local. **La crise fait naître des besoins nouveaux auxquels la société civile a contribué largement à répondre**, et celle-ci s'impose progressivement comme

« Les associations sont beaucoup plus actives maintenant qu'avant la crise. Les gens ont compris le besoin d'avoir des associations. Et l'ARSYF est en 1^{er} position dans mon esprit pour répondre à ce besoin. »

(Directeur des Microréalisations et de la vie associative – Préfecture)

un interlocuteur nécessaire, notamment vis-à-vis des pouvoirs publics.

L'affirmation du rôle de la société civile passe en grande partie par la visibilité et légitimité locales accrues du collectif ARSYF à la fois vis-à-vis de la population et des autorités. Selon les témoignages recueillis, 3 facteurs participent à cette visibilité renforcée :

- La capacité à apporter une aide matérielle importante aux populations, en réponse aux différents besoins exprimés ;
- La capacité à jouer un rôle de médiation vis-à-vis des populations, dans les situations de tensions politiques et sociales (notamment en 2010, en 2012 /2013, etc.) ;
- La mise en place de partenariats régionaux, nationaux et internationaux, à la fois avec des acteurs privés (Vivo Energie, EcoBank, etc.), des acteurs de la société civile guinéennes et françaises (PCQVP, CEGUIFED, Guilde du Raid), des ambassades (ambassade des États-Unis), et des acteurs de la recherche (GEMDEV en France, GERSDA au Mali, UCAD au Sénégal, etc.). Ces liens contribuent à donner une crédibilité importante au collectif, notamment vis-à-vis des pouvoirs publics.

Nous relevons quelques indices de cette légitimité accrue du collectif sur le territoire :

- Le nombre d'adhérents au sein de l'ARSYF (antenne de Fria) a doublé depuis le début de la crise, et s'est surtout diversifié en termes de profils (accueillant notamment d'avantage de jeunes) *« Nous sommes presque tous adhérents à l'ARSYF en fait. Il faut dire qu'elle a apporté beaucoup de choses depuis la crise » (Maire sortant de Fria)*
- En 2018, une série d'OSC se regroupent avec des membres de l'ARSYF pour construire ensemble une liste indépendante aux élections locales. La liste remporte 4 sièges, illustrant une certaine légitimité de l'association et par ricochet, de ses membres. *« On est arrivé en 3eme position : donc nous sommes un peu les faiseurs de maires à Fria aujourd'hui. » (Membre ARSYF)*



Notons que ce dernier changement pose des questions stratégiques importantes :

- D'un côté, la présence de conseillers municipaux issus de ces OSC est un moyen d'influencer « de l'intérieur » les orientations de la collectivité. La présence de 4 conseillers issus de la liste indépendante dans le Conseil Urbain est d'ailleurs vu comme une opportunité pour le collectif, qui cherche à placer la Mairie plus au cœur de sa stratégie de plaidoyer et de suivi.
- D'un autre côté, cette implication politique peut s'accompagner d'un risque dans la construction de la légitimité et la crédibilité du collectif sur son territoire : *« Quand on est société civile, on doit rester société civile. Si en parallèle on est candidat aux élections, cela pose problème dans la relation avec les politiques. »* (témoignage d'un ancien membre du Conseil Urbain). Le danger est donc celui d'une confusion des genres. C'est d'autant plus le cas que l'ARSYF a été nommé par la CENI pour sensibiliser autour des élections locales. Or *« la liste indépendante a été construite dans la cour de l'ARSYF »* comme en témoigne l'un des membres; et la visibilité de l'association joue un rôle important dans le succès de la liste aux élections.



UN RÔLE PROGRESSIF DE CATALYSEUR DE L'ARSYF, QUI RENFORCE L'UNITÉ D'ACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le succès de l'ARSYF semble avoir créé un appel d'air pour la création d'autres associations (Alliance Fria, Fria Relève Toi, COGIDEV, etc.), contribuant ainsi à renforcer la vitalité du monde associatif sur le territoire. De plus, à partir de 2012, du fait de sa notoriété croissante, l'ARSYF a pu aussi jouer un rôle de mobilisation des autres acteurs de la société civile, renforçant « l'unité d'action » des associations actives à Fria. Plusieurs atouts du collectif lui ont permis de jouer ce rôle :

- L'un des premiers atouts d'ARSYF est la nature pluriculturelle de ses ressortissants. Plusieurs autres associations de ressortissants existaient à Fria, mais celles-ci étaient organisées sur la base des villes de résidence des ressortissants ou de l'appartenance ethnique (peul, malinké, etc.). En cherchant à « réunir tout le monde », l'ARSYF ouvre davantage la possibilité de catalyser autour d'elle une diversité d'associations et de jouer un rôle de médiation locale.
- Un autre atout d'ARSYF et des partenaires du collectif est d'avoir été formés sur l'organisation de la vie associative et le montage de projet, et d'apparaître de ce fait comme un lieu de ressources pour les autres associations dans ce domaine.
- Notons par ailleurs que des membres de l'ARSYF animaient une émission de radio et disposaient d'un site internet, qui leur ont permis d'informer et de mobiliser plus largement. L'utilisation de ces médias a été très utile dans la construction de la notoriété de l'ARSYF.

De fait, les membres du collectif ARSYF sont perçus comme catalyseurs des initiatives de la société civile locale. ARSYF est régulièrement sollicité par les autres associations de Fria pour les accompagner dans le développement de leurs projets locaux.



Ce rôle de fédérateur et de catalyseur auprès des autres associations du territoire s'accompagne toutefois d'un risque que le collectif doit prendre en compte :

« *Les attentes vis-à-vis de l'ARSYF sont trop grandes, on reçoit en permanence des demandes de soutien à des projets locaux auxquels on ne peut pas répondre* » (Membre de l'ARSYF). » Il existe ainsi un risque de décalage croissant entre les attentes créées vis-à-vis des autres OSC (en matière de soutien aux initiatives, d'accompagnement dans leur réalisation, etc.) et les capacités du collectif ARSYF à y répondre.



Quelle contribution du Projeg ?

Le programme a pris l'initiative d'inciter l'ARSYF et ses partenaires à se regrouper au sein d'un collectif et à porter des actions en commun. Les associations travaillaient déjà ensemble mais la dynamique de collectif a largement renforcé les liens, permettant notamment à l'ARSYF de déléguer aux autres associations une partie des actions de sensibilisation et de soutien aux projets locaux.

Aujourd'hui le collectif se sent suffisamment solide pour chercher à développer davantage son rôle de « catalyseur » au niveau régional. Son objectif est d'identifier et de mettre en lien les acteurs de la société civile mobilisés sur les questions minières dans l'ensemble de la région. La mise en lien permettrait à la fois :

- de mieux répartir les rôles dans le Suivi des Obligations Légales et l'utilisation des redevances minières, ou dans la construction de dynamiques de concertation locale autour des ressources minières,
- de renforcer mutuellement les capacités et de partager les expériences autour des questions minières.

Notons que le collectif s'est déjà mobilisé au cours de ces dernières années en dehors de Fria, notamment dans la région de Boké (à travers un projet d'appui à la gouvernance des ressources de santé, la mise en place d'un Suivi des Obligations légales des miniers, etc.).

D'un point de vue stratégique, cette ambition est tout à fait intéressante. La région concentre une grande partie des exploitations de bauxite de la Guinée, et beaucoup de nouvelles exploitations vont voir le jour dans les prochaines années (certaines d'entre elles ayant sans doute des durées de vie assez courtes). Le collectif de Fria a construit une expertise sur les mines qu'il est intéressant de pouvoir diffuser dans la région, notamment dans des zones où la société civile reste peu dynamique et peu experte.

De plus, ce changement d'échelle du collectif pourrait être utile pour soutenir la dynamique d'autonomisation du Collège Régional¹ de Basse-Guinée aujourd'hui porté par le Projeg. Il existe déjà à travers ce Collège Régional, un espace de concertation et d'échange d'expériences auquel participe activement le Collectif et qui constitue un levier de mobilisation important pour les OSC de la région.

Pour autant, nous percevons plusieurs limites et plusieurs défis à ce changement d'échelle du collectif vers le niveau régional.

- **Il y a déjà du « pain sur la planche » à Fria.** Nous le verrons dans les pages suivantes : l'usine redémarre et le Suivi des Obligations Légales pourrait démarrer avec elles, une relation reste entièrement à construire avec Rusal, le CPD reste à « débloquer » pour en faire un réel espace de concertation, la vision Fria 2030 reste à préciser pour devenir une véritable feuille de route à mettre en œuvre, etc. Tous ces défis vont demander au Collectif une mobilisation forte pour éviter que les acquis de ces dernières années ne soient perdus.
- **La reprise de l'usine risque d'émousser progressivement l'unité d'action qui s'était construite durant la crise,** et la volonté collective de penser des modèles alternatifs pour le territoire. De

¹ Les collèges régionaux sont des espaces de concertation et d'action mobilisant les différents acteurs du développement local, et initiés par le Projeg. Pour plus d'information : <https://afrique.aide-et-action.org/wp-content/uploads/2017/06/PROJEG-Capitalisation-espace-concertation-action-acteurs-developpement-local.pdf>

plus, la fin du Projeg et de son soutien direct au collectif risque de porter également un coup à cette dynamique d'action commune. Le collectif va sans doute devoir rassembler ses énergies pour éviter cette perte d'unité au niveau de Fria, et préserver le rôle de catalyseur qu'il a pu construire durant la crise.

- **Par ailleurs, il existe au niveau régional d'autres acteurs solides de la société civile, notamment le collectif CEGUIFED soutenu par le PROJEG.** Ces acteurs sont également mobilisés sur les questions minières est en lien avec les autres OSC de la région. Le risque serait d'entrer dans une logique de compétition plutôt que de coopération pour le leadership de l'animation des OSC de la région sur les questions minières. Le Collectif a tout intérêt à anticiper le partenariat équilibré à construire avec ces acteurs, en examinant avec eux la complémentarité de leurs réseaux et de leurs compétences.

III – LA CONTRIBUTION DU COLLECTIF AUX CHANGEMENTS DE FRIA

Les changements auxquels le collectif a pu contribuer sont très différents selon les fonctions qu'il a pu endosser : la fonction de « sapeur-pompier » de réponse à la crise, la fonction de « watchdog » sur le suivi des redevances minières, et la fonction de « visionnaire » sur la définition de FRIA 2030. Dans les pages suivantes, nous proposons d'entrer dans le détail des effets de l'action du collectif ARSYF en fonction de ces trois rôles très différents du collectif.

1. SECOURIR POUR REpondre A L'URGENCE : QUELS CHANGEMENTS OBSERVES ?

Rappel : Évolution de l'action de l'ARSYF

Historiquement l'ARSYF et ses partenaires ont d'abord joué un rôle d'animation de la solidarité locale et de mise en place de projets de développement local, sur la base notamment d'une collecte de dons et de matériel. Le profil « d'association de ressortissants » donnait à l'ARSYF dès le départ une fonction de mobilisation de ressources extérieures et de sensibilisation au niveau national et internationale sur la situation de Fria (notons que l'association a été d'abord créée en dehors de Guinée, et qu'elle est présente à la fois en France, aux USA et au Canada).

De fait, à partir de la crise de 2012, l'ARSYF et ses partenaires se sont largement appuyés sur cette fonction de mobilisation, en cherchant mettre en place plusieurs campagnes pour répondre à la crise, notamment :

- Une large campagne médiatique à partir de 2012
- Une campagne « Urgence Ramadan » : cette campagne passe par un travail de « porte à porte » auprès notamment d'une série d'ONG et d'opérateurs privés, et permet de mobiliser plusieurs dizaines de tonnes de vivres chaque année depuis le début de la crise.
- Une campagne « Urgence scolaire » : après avoir fait le constat d'un risque d'abandon ou de perturbation de la scolarité pour de nombreux élèves du fait de la crise, cette campagne a cherché à augmenter la capacité d'accueil des écoles publiques. Elle a permis par exemple de mobiliser des financements pour la confection/réparation de tables-bancs à destination des

écoles. ARSYF a également créé une bibliothèque associative et une salle informatique. Cette mobilisation de dons et de matériel se poursuit jusqu'à aujourd'hui, et reste une fonction qui confère au collectif ARSYF une visibilité importante.

Sur la base de ces premières campagnes, l'ARSYF et ses partenaires ont également cherché à multiplier les alliances au sein de la société civile pour renforcer leur capacité de mobilisation :

- A partir de 2013-14, l'ARSYF et ses partenaires cherchent à mobiliser les plates-formes nationales de la société civile, pour relayer la mobilisation autour de Fria.
- En parallèle, l'ARSYF se rapproche d'organisations locales anciennes (ARAFAN, AVAK) ou plus récentes (Fria Relève Toi), pour constituer un consortium local plus large en réponse à la crise.

➔ **Cette démarche d'alliance et ces campagnes initiées par l'ARSYF et ses partenaires ont-elles permis d'attirer l'attention sur la situation de Fria, et de mobiliser des fonds et du matériel pour répondre à la crise ? A-t-elle permis de faire évoluer les relations de ces OSC avec les pouvoirs publics ?**



UNE CAPACITE DE MOBILISATION FORTE AUTOUR DE LA CRISE

Une importante mobilisation de l'opinion et des médias autour de Fria :

La capacité du collectif à répondre à l'urgence s'est basée sur une dynamique de mobilisation forte de l'opinion. Cette mobilisation est due en partie à la présence de ressortissants de Fria dans toute la Guinée et à l'international. Elle est liée aussi en partie aux efforts du Collectif de médiatisation large de la crise (envoi de courriers, conférence de presse, réalisation d'un spot TV, , etc.).

De fait, de nombreux médias nationaux et internationaux se sont mobilisés lors des journées de campagne médiatiques portées par le collectif (Ex : Africa 24, TV5, France 24, RFI, Reuters, etc.) ce qui a contribué à une sensibilisation large sur la situation de la ville.

L'importance du flux d'aide matérielle mobilisé par le collectif et le nombre de partenaires impliqués dans cette aide est un signe de la mobilisation importante de l'extérieur, et de la visibilité du collectif ARSYF dans cette mobilisation : le collectif mobilise 35 Tonnes de denrées alimentaires chaque année durant le Ramadan; plus de 10 000 livres pour la bibliothèque ; des centaines de tables-bancs pour équiper les écoles ; des kits sanitaires distribués à Fria et dans les communes rurales, etc.

Mais une faible mobilisation de la société civile nationale, pour porter un plaidoyer autour de Fria :

Au niveau régional, nous notons que plusieurs organisations de la société civile se sont mobilisées aux côtés du collectifs ARSYF et ont pu suivre précisément l'évolution de son action ; au travers notamment du Collège Régional du Projeg.

Le collège régional a été pour nous une plate-forme d'information très importante vers les autres OSC. Cela nous a permis de trouver d'autres partenaires guinéens et français (la Guilde, le Relai, etc.)

Membre de l'ARSYF

Au niveau national, les plates-formes nationales de la société civile (PCQVP, PCUD, CNOSCG) et les centrales syndicales (CNTG, USTG) connaissent le combat du collectif ARSYF à Fria (elles sont capables de situer l'action de l'ARSYF). Plusieurs plates-formes se sont même mobilisées à Fria, à l'appel de l'ARSYF, qui a cherché à les réunir lors d'une large concertation pour travailler sur un plaidoyer commun autour de la situation de la ville.

Pour autant, ces acteurs nationaux n'ont pas développé un plaidoyer spécifique sur le cas de Fria, en direction des acteurs publics nationaux. Les raisons mises en avant sont notamment la division importante au sein de ces plates-formes et l'incapacité de PCQVP à relayer au niveau national une problématique locale (même si celle-ci renvoie à un enjeu national : celui de la dépendance minière et du risque lié à la fermeture des sites d'exploitation).

De fait, il semble qu'aucune plate-forme n'ait développé un plaidoyer au niveau national autour du cas de Fria, à destination des pouvoirs publics ou des partenaires extérieurs. Elles ne sont pas intervenues en relai du collectif pour porter la voix au niveau national.



Quelle contribution du Projeg ?

Le Projeg a accompagné le collectif dans le diagnostic des besoins liés à la crise sur certains secteurs (ex : éducation). Il a également soutenu financièrement le projet de mobilisation de la société civile et des médias autour de la crise. Au-delà de ce soutien, le programme a également accompagné le collectif dans la construction de son plan de communication, dans l'organisation d'un Forum de sensibilisation autour de la crise de Fria (et dans l'appui à la formulation et la mise en œuvre de Fria Vision 2030, sur lequel nous reviendrons par la suite).

C'est grâce à ce soutien structurel du Projeg sur la capacité de mobilisation et de sensibilisation du Collectif que ce dernier a pu développer son réseau de partenaires et construire avec eux des projets en réponse à l'urgence.



UN RAPPROCHEMENT DES AUTORITES LOCALES SUR LA REPONSE A LA CRISE, MAIS AVEC LE RISQUE D'UNE INSTRUMENTALISATION

Concernant la coopération entre le Collectif et les acteurs publics locaux autour de la réponse à l'urgence à Fria, le constat est double :

D'un côté la Préfecture connaît et s'implique dans les projets du collectif : chaque direction préfectorale semble être assez précisément au courant du détail des projets portés par le collectif ARSYF dans son domaine (Direction Éducation, Microréalisation, etc.), et peut préciser les résultats de ces projets.

« Les relations avec la Préfecture ont changé quand elle a compris l'utilité de notre existence. On a fait des actions un peu à la place de la Préfecture, donc ils nous ont reçus à bras ouvert. »

Membre de l'ARSYF

La Préfecture évoque l'information régulière apportée par le Collectif sur ces projets, et la possibilité d'être intégrée dans l'orientation de certains d'entre eux. De plus, elle s'implique directement dans la vie du collectif : à titre d'exemple, le Directeur Préfectoral des Microréalisations et de la vie associative a accompagné toute la démarche de l'ARSYF de sélection de projets économiques alternatifs à soutenir sur le territoire.

Pour autant, la Préfecture semble encore prendre peu en compte le collectif ARSYF dans l'orientation de ses actions sur le territoire, et dans son dialogue avec Rusal autour des domaines de développement local dans lesquels investir. Ainsi par exemple, la Préfecture a cherché ces derniers mois à élaborer un cadre de recensement des besoins du territoire à soumettre à Rusal pour guider ses investissements en matière de RSE. Or ce document n'a pas été pas élaboré avec la société civile.



Par ailleurs, étant donné la capacité forte de mobilisation et d'action du collectif ARSYF, il existe un **risque de déresponsabilisation** de la Préfecture et de la Commune sur certains secteurs couverts par les associations. « *Si la Préfecture identifie des problèmes, on les pose à l'ARSYF et leurs partenaires, et à travers leur relations, ils arrivent souvent à trouver une solution* » (Direction de la Préfecture). La réactivité forte du Collectif dans l'aide matérielle et le soutien aux initiatives locales a été essentielle en réponse à l'urgence, toutefois le risque serait aujourd'hui pour le collectif de conserver ce rôle sans chercher à replacer les pouvoirs publics locaux devant leurs responsabilités sur les champs de la santé, l'éducation, etc. La « soupape » ARSYF durant la crise ne doit pas devenir une pièce de rechange définitive... Dans certains cas, un appui peut exister sur des problématiques rencontrées par la mairie ou la préfecture sans qu'il s'agisse d'instrumentalisation, bien sûr. L'enjeu est donc de s'assurer d'un engagement réciproque à agir, et d'une reconnaissance claire de la complémentarité des rôles.

2. PROPOSER DES ALTERNATIVES ET REINVENTER FRIA : QUELS CHANGEMENTS OBSERVES ET QUELLES PERSPECTIVES ?

Rappel : L'action du collectif dans ce domaine

Très tôt, l'ARSYF et ses partenaires ont mis en avant l'idée que même dans l'éventualité d'un retour de l'usine, il était nécessaire de sortir de la situation de dépendance et d'imaginer un modèle économique alternatif. Dès la sortie de la crise, l'ARSYF cherche à travailler sur cette vision d'autonomisation et la mettre en pratique.

- A partir de 2012 le Collectif mobilise des volontaires de la Guilde du Raid pour travailler sur des projets agricoles, des projets de médiathèques, des projets d'assainissement, etc.
- Le Collectif cherche à accompagner des activités génératrices de revenus, en lien notamment avec PNUD/OIM (non soutenu par le Projeg)
- Le Projeg ouvre une collaboration avec le GEMDEV afin de mobiliser des expertises autour de Fria (implication de stagiaires, colloques de recherche, etc.).
- Le GEMDEV a organisé un colloque (sept. 2017) impliquant le Projeg et le Collectif et a invité plusieurs chercheurs ouest-africains, canadiens et français, autour de l'enjeu de la fermeture des mines
- Le Collectif présente sa démarche prospective auprès de différents publics (autorités locales, OSC locales, corporations professionnelles, sages, organisations de femmes et de jeunes, etc.) et demandent à chacun de proposer des éléments de vision pour le futur de leur territoire
- Le Collectif construit un espace pluri-acteurs « Fria 2030 » visant à élaborer des orientations prospectives pour la ville.
- Le Collectif cherche aujourd'hui à relancer cet espace en y associant des experts et en mobilisant des membres des ministères concernés (MATD)

➔ L'ARSYF a donc cherché à soutenir des alternatives et à organiser la réflexion prospective et collective. Mais quels impacts de ces actions peut-on observer sur le territoire de Fria ?

Rétrospectif

LES MENTALITES CHANGENT, UNE VISION ALTERNATIVE SE CONSTRUIT



LES MENTALITES EVOLUENT AUTOUR DE LA DEPENDANCE A L'USINE

La plupart des témoignages convergent sur le fait que la mentalité des friakas semble avoir changé en profondeur et pour longtemps, dans le sens d'une prise en compte plus grande des alternatives à l'usine. La population perçoit mieux la fragilité d'une situation de dépendance et le manque de pérennité de l'exploitation de la mine. Et ce changement de regard sur la ville semble en partie demeurer malgré le retour de l'exploitation de l'usine. Notons tout de même que tous les témoignages convergent pour accueillir favorablement le retour de l'usine (en dehors des communautés rurales avoisinantes de Fria – telle que Baguinet – pour qui les effets néfastes de l'usine sont vus comme plus importants que ses bénéfices).

Plusieurs indices témoignent de ce changement profond de mentalités :

- Tout d'abord, de nouvelles activités émergent, notamment dans le domaine agricole, et cherchent à se pérenniser jusqu'à aujourd'hui. Entre 2010 et 2015, le nombre de demandes d'enregistrement de groupements auprès de la préfecture a augmenté de 50% sur le territoire de Fria. Selon la préfecture, la plupart de ces demandes d'enregistrement sont liées à la création de nouvelles activités économiques, essentiellement agricoles.

« Avant personne ne pensait que l'usine pouvait s'arrêter un jour. Même pour moi, cette usine était éternelle. Depuis, on a vu des cadres de l'usine partir dans l'agriculture. Et en retournant à l'usine, ils ont gardé leur exploitation. »

Directeur de la « Voix de Fria »

De plus, les témoignages individuels indiquent que les personnes ayant développé une activité agricole nouvelle comptent la conserver même après leur retour à l'usine, à la fois pour bénéficier d'un revenu supplémentaire et pour garantir la pérennité de leur situation.

- Par ailleurs, à la question de savoir si « j'aimerais que mes enfants puissent trouver un travail salarié à l'usine », l'ensemble des personnes interrogées (sauf une) oscillent entre « pas d'accord » et « pas forcément ». L'argument mis en avant est que l'emploi à l'usine n'est plus considéré comme pérenne et que l'ouverture vers d'autres voies est nécessaire.

« Si mes enfants attendent que l'usine les emploie, ils risquent de perdre du temps. Il faut qu'ils se prennent en main, et qu'ils s'ouvrent à autre chose. »

(Membre de la préfecture)

Pour autant, les témoignages montrent aussi que les alternatives à l'usine ne sont pas encore nécessairement perçues comme claires et « solides » par l'ensemble des acteurs du territoire (notamment du côté des membres de la Préfecture, du côté de la Chambre de commerce des artisans, etc.). Par nature, ARSYF et ses partenaires sont plus positifs dans ce domaine, mais la solidité des alternatives à l'usine reste encore largement mise en cause par de nombreux acteurs.



Quelle contribution du collectif et du soutien du Projeg ?

Il est difficile de mesurer la contribution spécifique du collectif ARSYF dans ce changement de mentalités, dans la mesure où le contexte de crise a, de lui-même, profondément bouleversé les perceptions des habitants. Nous notons tout de même que plusieurs activités de l'ARSYF sont restées dans l'esprit de nos interlocuteurs et sont perçues comme ayant contribué à cette évolution des mentalités :

- L'organisation de campagnes à la radio, et notamment la mise en place de plusieurs émissions thématiques sur la radio « La voix de Fria » autour des alternatives à développer au sein de Fria. Il est intéressant de noter d'ailleurs que « La voix de Fria » n'hésite pas aujourd'hui à parler sur ses ondes de profond « changement de mentalité » des Friakas.
- La mise en place de plusieurs réunions de concertations à l'ARSYF, à la Mairie, à la Préfecture depuis 2013, et le développement d'une campagne de sensibilisation des habitants autour de la perspective de Fria sans usine.
- Le soutien direct à une série d'activités génératrices de revenus (en lien notamment avec le PNUD et l'OIM) notamment dans le domaine agricole. Les initiatives soutenues semblent d'ailleurs toujours fonctionner et ont permis d'encourager un mouvement plus large d'essor d'initiatives.



UN ESPACE DE REFLEXION COLLECTIVE S'EST OUVERT AUTOUR DE « FRIA 2030 »

L'initiative Fria Vision 2030, a permis de faire naître une dynamique pluri-acteurs assez forte entre 2015 et 2018. Cet espace parvient à impliquer directement les autorités locales pour porter ensemble une vision alternative du territoire.

Il est intéressant de noter que la Préfecture avait elle-même cherché à développer sa propre prospective quelques années auparavant (2010) ; elle accueille donc avec intérêt cette démarche du collectif ARSYF.

La projection à long terme permet d'échapper à une partie des rapports de force et de protection des intérêts que l'on retrouve dans les autres espaces de concertation locale (notamment la concertation autour de l'utilisation des redevances minières – voir plus loin). Elle permet d'avancer vers la construction d'un document de planification stratégique qui intéresse les autorités locales.

Nous relevons plusieurs indices du succès de cette démarche Fria Vision 2030, qui illustrent les étapes déjà franchies par le collectif dans ce domaine :

- **L'implication de nombreux chercheurs dans une réflexion autour du cas de Fria, qui a renforcé la solidité et la notoriété locale de cette réflexion collective.** Elle a permis de produire une information riche autour du cas de Fria : à travers la mobilisation de chercheurs stagiaires sur des thématiques spécifiques à Fria (santé, urbanisme, etc.) ; à travers l'organisation de larges colloques de recherche, etc. Selon les

On aurait pu imaginer que les autorités seraient méfiantes de notre démarche, or nous avons eu une qualité d'échange étonnante. Nous sommes sortis du discours institutionnel de la part des autorités. C'est assez rare d'arriver à ouvrir cet espace de dialogue avec les chercheurs.

Bonnie Campbel, chercheuse

témoignages, la présence de la recherche semble avoir été l'un des points majeurs d'intérêt des autorités locales.

- **La participation croissante des autorités locales et de représentants des communautés locales dans les rencontres de 2015 et 2017.** Selon le témoignage des chercheurs, il s'agit d'une participation active, qui illustre l'ouverture d'un espace de dialogue politique ouvert. De plus, la signature par les participants du colloque de 2017 d'une déclaration commune concernant l'encadrement de l'exploitation minière et le rôle de la recherche dans ce domaine, illustre un certain niveau d'engagement des autorités locales.
- **La formalisation d'un espace de réflexion commune à travers le Comité « Fria Vision 2030 ».** Ce Comité est composé de membres de la préfecture, d'élus locaux, et de la société civile. Il dispose d'une charte commune, d'objectifs communs, d'un calendrier de rencontres, etc. Il affiche des orientations communes vis-à-vis à la fois de la population de Fria, du gouvernement, et des bailleurs internationaux. Notons que la Préfète est Présidente de cette commission de travail et qu'elle s'est engagée à porter ses résultats au niveau national.
Le Comité de Pilotage a par ailleurs cherché à changer d'échelle, en impliquant des responsables des Ministères concernés (ex : MATD) afin de peser sur les politiques et sur les orientations de la préfecture. Des réunions avec ces acteurs nationaux ont déjà eu lieu en 2018, permettant de donner à la démarche une dimension plus nationale.
- **On perçoit également, notamment de la part des chercheurs impliqués, la volonté de faire de Fria un « cas d'école » pour le reste de la Guinée,** capable de guider d'autres localités minières vers un modèle de moindre dépendance, mais aussi d'aborder autrement la question des fermetures dans le Code Minier actuel, (à travers une perspective politique et sociale et non uniquement technique). Il s'agirait de prévoir des dispositions qui précisent, dès l'ouverture d'une usine, un plan de sortie prenant en compte le développement autonome du territoire, la reconversion du personnel, etc.



Quelle contribution du Projeg ?

L'idée de développer une vision « Fria 2030 » était portée depuis longtemps par l'ARSYF. Toutefois l'une des contributions importantes du Projeg est d'avoir poussé le collectif à éviter d'en faire simplement sa propre vision, et à construire un espace pluri-acteurs pour l'élaboration de cette vision.

Une fois actée cette démarche pluri-acteurs, le Projeg a pu ensuite soutenir les espaces de dialogue autour de Fria 2030, l'organisation des séminaires de recherche, etc. Dans ce domaine, la position de conseil stratégique du Projeg a donc été importante pour ouvrir un espace de dialogue politique autour de Fria 2030.

Au moment où l'usine reprend son activité tout l'enjeu est de parvenir à préserver les acquis de cette dynamique collective et à faire de cette Vision 2030 un élément structurant du Plan de développement du territoire de Fria. Pour y parvenir, le collectif ARSYF est face à 4 défis de taille :



La vision 2030 produite à ce jour reste assez générale, elle dresse des orientations sectorielles assez larges sans entrer dans le détail de leur mise en œuvre sur le territoire. C'est d'ailleurs l'une des réactions principales des membres nationaux du Comité de Pilotage Fria 2030, réunis au printemps 2018. L'étape suivante est donc la mobilisation d'un panel d'experts thématiques (économistes, juristes, spécialistes sectoriels, etc.) capables de formuler des propositions précises pour nourrir la prospective. Le Collectif n'est pas encore au clair sur la manière d'identifier et de financer ces expertises, qui sont pourtant décisives pour aller plus loin sur les orientations déjà définies.



Le Collectif doit parvenir à ne plus être porteur mais accompagnateur de « Fria Vision 2030 », en faisant du Comité de Pilotage un espace de responsabilisation de tous les acteurs. Il existe pour le moment un flou sur le « statut » de cette vision et sur les rôles de chacun pour la mettre en œuvre. La place de la Commune, de la Préfecture, des ministères concernés et des bailleurs extérieurs reste à préciser. Le défi principal est notamment l'appropriation de la démarche par les autorités locales (concrètement le Collectif attend par exemple le Comité de Pilotage et le CPD sur le financement des prochaines études sectorielles).

« On ne sait pas si les autorités sont vraiment prêtes à nous aider sur la mise en œuvre de cette vision. »

(Membre de l'ARSYF)

Il s'agit également de faire en sorte que le processus Fria Vision 2030 mette davantage au centre de la réflexion les autorités politiques nationales : d'une part car c'est à ce niveau qu'une grande partie de la mise en œuvre des solutions est envisageable, et d'autre part car c'est le moyen de faire de Fria un cas d'école national dans la réflexion sur la politique sur le développement des villes minières.



De plus, il existe un risque de restreindre la démarche autour d'un petit comité d'expert « Fria 2030 » et de couper le fil d'information indispensable pour la légitimité de la démarche auprès des populations. Une campagne d'information assez large a été organisée en 2017 autour de cette démarche Fria 2030 (associations de jeunesse, associations de femmes, leaders d'opinion, etc.), toutefois nous notons que certains des acteurs ciblés à l'époque semblent déjà peu au clair sur le processus et ses objectifs (du fait notamment d'une absence de communication au cours de la dernière année). Par ailleurs, certains membres de la préfecture (notamment le Directeur des Mines) témoignent d'une certaine frustration de ne pas être impliqués dans le Comité Fria 2030



Enfin les acteurs miniers (notamment RUSAL) ont été les grands absents de cette réflexion prospective, alors même qu'ils s'interrogent actuellement sur les investissements à mener sur le territoire pour leur RSE. Au moment de leur retour sur le territoire, avec la réouverture de l'usine, il est nécessaire de réfléchir à la manière de les intégrer dans la dynamique.

« Aujourd'hui, RUSAL n'a pas d'amitié avec la société civile. Il faut la créer. Il faut leur écrire en tant que collectif, et leur demander une réunion tripartite. Il faut créer ce cadre de concertation à 3. »

Membre de l'ARSYF

Face à ces différents défis, nous mettons en avant 2 recommandations-clés pour pérenniser la démarche Fria Vision 2030 :

→ **Miser sur la nouvelle équipe de la Commune Urbaine (qui n'est pas encore installée à ce jour), pour qu'elle occupe progressivement une place centrale dans le portage de la Vision 2030.** Trois raisons justifient aujourd'hui l'intérêt de cibler le nouveau Maire pour mieux installer la dynamique Fria 2030 :

- La présence d'un Maire réellement élu permettra sans doute à la Mairie de bénéficier de davantage de légitimité auprès des populations, de la Préfecture et des acteurs miniers.
- La perspective de mise en place de l'ANAFIC et de son Fonds National de Développement Local (FNDL) va sans doute permettre à la Commune une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour financer les projets locaux de développement.
- La présence de 4 conseillers issus de la liste indépendante portée par l'ARSYF va permettre une plus grande influence sur les orientations du Maire à venir.

→ **Penser la démarche Fria 2030 comme une activité de long terme pour le Collectif, et assumer la nécessité d'une remobilisation régulière des autorités et des populations locales dans un contexte où le retour de l'usine fragilise en partie la dynamique.** Pour y parvenir :

- Le Collectif a intérêt à affiner encore davantage son argumentaire autour de la fragilité du modèle de dépendance à l'usine et la nécessité de préparer la ville à l'après-usine.
- Le Collectif a également intérêt à prévoir des temps assez réguliers de sensibilisation et de mobilisation des populations locales (format de « Forum » par exemple) pour éviter de déconnecter la réflexion prospective des aspirations de la population.

3. SURVEILLER ET GARANTIR LA TRANSPARENCE DES REDEVANCES MINIERES : QUELS CHANGEMENTS OBSERVES ET QUELLES PERSPECTIVES ?

L'action du collectif ARSYF dans ce domaine :

- A partir de 2011, alors que le Projeg propose son soutien sur des projets de suivi des redevances minières, l'ARSYF se mobilise sur cette question avec un autre membre du PROJEG : le CEGUIFED. Grâce à cette première implication, l'ARSYF réalise que la compagnie minière de Fria versait des sommes importantes à la collectivité durant la crise, sans qu'il y ait de transparence sur la gestion de ces fonds.
- L'ARSYF et ses partenaires demandent dès 2011 la mise en place d'un Comité Préfectoral de Développement (CPD), afin de mieux contrôler la gestion de ces redevances, mais cette demande n'est pas prise en compte.
- En 2013, l'ARSYF et ses partenaires intègrent la dynamique autour du Suivi des Obligations Légales portée par le Projeg. Ils bénéficient de formations autour du Code Minier, et des outils de sensibilisation et de suivi autour de ce Code.
- Jusqu'en 2018, le collectif ARSYF se mobilise sur le Suivi des Obligations Légales, mais il se

concentre sur la situation de Boké. Ce choix est avant tout lié à la fermeture de l'usine de Fria et l'absence d'interlocuteurs pour réaliser le suivi.

- Le collectif ARSYF continue jusqu'à aujourd'hui à se mobiliser sur la mise en place d'un CPD, en sensibilisant les autres OSC (ADIS, démembrements du PCUD et du CNOSG, etc.). Il pousse ces acteurs à mobiliser largement autour de cet enjeu (ministère, gouverneur de Boké) et obtient finalement la mise en place d'un CPD, qui n'est toutefois pas pleinement opérationnel.

Rétrospectif

L'EMERGENCE D'UNE NOUVELLE PRATIQUE DE SUIVI, DANS UN CONTEXTE VERROUILLE



LE COLLECTIF A CONSTRUIT UNE EXPERTISE SUR LA GESTION DES REDEVANCES MINIERES

Le Collectif ARSYF, dont les membres se mobilisaient au départ sur des enjeux assez larges de développement local, se spécialise progressivement sur les questions minières à partir de 2011. Cette spécialisation progressive est directement liée aux dispositifs d'Appels à Projets du Projeg autour des questions minières, et aux activités de formations portées par le Projeg pour ses membres.

De fait, nous constatons que plusieurs des membres du collectif sont aujourd'hui « experts » sur le Code Minier et le Suivi des Obligations Légales, et sont perçus comme tel par les autres acteurs du territoire. Ils ont renforcé leurs compétences à la fois sur la compréhension du Code Minier et son application, sur la connaissance des indicateurs de performance à prendre en compte, sur la maîtrise des outils d'enquête et le traitement des données. Le meilleur témoin de cette montée en expertise est le contenu du rapport SOL, réalisé à partir du suivi de la CBG à partir de 2016, et qui se penche notamment sur la réhabilitation des carrières exploitées dans les localités de Sangarédi, Daramagnaki et Missira. Le suivi réalisé à Boké illustre que le collectif est désormais capable de concevoir un système d'information et de suivi fiable.

Au-delà de la capacité de collecte d'information, l'expérience du collectif dans la région de Boké illustre leur montée en compétence sur la mise en place de méthode participative de suivi, sur la sensibilisation et la mobilisation des autres acteurs locaux de la société civile.

Pour autant, si le collectif a pu renforcer ses compétences en dehors de Fria, le contexte de la ville reste quant à lui encore assez verrouillé, et les effets du Collectif sur le suivi des ressources minières à Fria restent donc plus mitigés :

Du côté des miniers :

- ***Une meilleure connaissance des montants versés par les acteurs miniers.***

Même après la fin de l'exploitation, les acteurs miniers de Fria ont continué de verser certaines redevances à la Préfecture. Aujourd'hui le Collectif connaît précisément les sommes versées à la Préfecture et à la Commune (ce qui n'était pas le cas auparavant) : il peut à présent croiser les

chiffres annoncés par le Directeur préfectoral des Mines avec ceux de l'ITIE, et peut communiquer sur ces chiffres vers les autres acteurs du territoire. Cette connaissance est un premier pouvoir, c'est un outil de pression sur les autorités locales

- ***Mais une absence de suivi des obligations légales de RUSAL jusqu'à aujourd'hui:*** d'une part du fait que la reprise de l'usine n'était pas encore effective, et d'autre part par crainte de tensions accrues dans un contexte encore fragile de relation à l'usine et à la Préfecture. Le démarrage de ce suivi à Fria est l'un des grands défis du collectif pour ces prochaines années.
- ***Une autre difficulté est liée au fait que RUSAL ne soit pas soumise pour le moment au nouveau Code Minier,*** et ne soit donc pas tenu de signer une convention de développement local ni de contribuer au Fonds de Développement Économique Local (FODEL).

Du côté des autorités locales :

- ***Une difficulté à suivre l'utilisation des redevances et à participer aux décisions concernant leur utilisation par les autorités locales :***

Le Collectif et ses partenaires ont beaucoup de difficultés à avoir une information transparente et à mettre en place une concertation sur l'utilisation des ressources. L'enjeu majeur dans ce domaine a été la mise en place du Comité Préfectoral de Développement (CPD). Le collectif a eu un rôle central dans l'installation de ce CPD depuis 2011, face à la résistance de la Préfecture : en sensibilisant les autres associations sur l'importance de cet espace, en rappelant à la Préfecture les arrêtés ministériels concernés, en soumettant le problème au gouverneur de Boké, etc. L'ouverture formelle du CPD est une première victoire, mais la réalité du fonctionnement de cet espace à Fria le rend en grande partie caduc.

Le CPD est mis en place et a déjà tenu plusieurs réunions, mais il n'est pas investi par la Préfecture, il manque de moyens pour fonctionner, et ses orientations ont une simple valeur consultative. Il existe donc un risque que, même une fois en place, le CPD ne reste qu'une vitrine de concertation.

Prospectif

PLUSIEURS DEFIS POUR TRANSFORMER L'ESSAI SUR LE ROLE DE SUIVI DES RESSOURCES MINIERES, AU MOMENT DU RETOUR DE L'USINE

Avec le retour de l'usine, le Collectif souhaite désormais s'engager davantage sur le suivi des obligations légales à Fria. Ce faisant, nous percevons plusieurs défis à relever :

- **Au-delà du suivi, le Collectif peut contribuer à chercher un alignement des acteurs miniers de Fria (notamment RUSAL) sur le nouveau Code Minier** (qui implique des obligations nouvelles, et notamment un taux de taxation différent). Beaucoup d'acteurs miniers tels que RUSAL se prévalent en effet aujourd'hui de conventions signées avant le nouveau Code, pour échapper à leurs nouvelles obligations (voir Note Transversale). Cet objectif d'alignement de RUSAL est difficile à atteindre par une action uniquement locale, elle implique pour le collectif :
 - De prioriser (sans doute avec l'aide de juristes externes) les points précis sur lesquels le Collectif cherche à obtenir un alignement de RUSAL au regard de sa convention actuelle avec l'État (ex : niveau de taxation, dispositif CDL-FODEL).

- Sur la base de cette priorisation, de travailler étroitement avec la plate-forme Publiez Ce que Vous Payez (PCQVP) pour construire un plaidoyer national ciblé auprès de RUSAL, en assumant que PCQVP soit en première ligne dans la mise en place de ce plaidoyer.
- **Investir davantage la question des impacts environnementaux de RUSAL, avec la reprise de l'exploitation.** Sur cet enjeu environnemental, le Collectif peut faire un travail très utile sur le terrain pour repérer les risques et les manquements vis-à-vis du nouveau Code Minier. Dans le cadre du SOL, en lien avec PCVQP national, le collectif pourrait repérer les priorités d'actions de prévention et de compensation à mener par RUSAL (prévention de la pollution des fleuves, réhabilitation des carrières, etc.) et ouvrir une dynamique de concertation locale autour de ces priorités.
Notons que le collectif a déjà une expérience solide du suivi des obligations environnementales grâce à son travail à Boké, et se trouve donc en bonne position pour travailler sur cet enjeu à Fria.
 - **Travailler sur la relance du Comité Préfectoral de Développement en misant sur le rôle central de la nouvelle équipe municipale qui va être mise en place.** Le CPD reste le principal canal de concertation permettant de travailler sur l'utilisation des redevances minières mais aussi sur la mise en œuvre de la Vision Fria 2030 ; or son blocage actuel semble lié notamment à la présidence portée par un membre de la société civile. La légitimité accrue du nouveau Maire et la présence de conseillers municipaux proches du collectif inciterait à proposer une présidence du CPD par le Maire. Cette nouvelle présidence permettrait d'accroître la reconnaissance du CPD par la Préfecture, et sa capacité d'ouvrir une réelle dynamique de concertation.

**5 défis / conseils au Collectif,
pour poursuivre la dynamique engagée**

- 1. Miser sur la nouvelle équipe de la Commune Urbaine**, à la fois pour lui donner un rôle central dans la relance du CPD et pour qu'elle devienne le principal porteur de la Vision Fria 2030.
Miser également sur les pouvoirs publics nationaux pour porter la mise en œuvre des solutions envisagées pour Fria, et pour faire de la ville un cas d'école en matière de dépendance minière et de fermeture de sites.
- 2. Envisager la démarche Fria 2030 comme une activité de long terme pour le Collectif**, et assumer la nécessité d'une remobilisation régulière des autorités et des populations locales dans un contexte où le retour de l'usine fragilise en partie la dynamique.
- 3. Contribuer à la recherche d'un alignement des acteurs miniers de Fria (notamment RUSAL) sur le nouveau Code Minier**, en priorisant quelques points d'alignement sur lesquels centrer la concertation, et en plaçant PCQVP en 1ère ligne pour mener ce plaidoyer au niveau national.
- 4. Investir la question des impacts environnementaux de RUSAL** (dans le cadre du SOL, en lien avec PCVQP) en identifiant les risques et en repérant les priorités d'actions de prévention et de compensation à mener par RUSAL (prévention de la pollution des fleuves, réhabilitation des carrières, etc.).
- 5. Envisager le développement de l'action du collectif au niveau régional** (pour mettre en lien les OSC mobilisées sur les questions minières, se répartir les rôles, partager ses expériences, etc.) **uniquement après avoir consolidé l'unité d'action au niveau de Fria et enclenché les différents défis évoqués** (défi de maintien de la cohésion du collectif, défi de maintien de la mobilisation autour des alternatives à l'usine, défi de transformation de l'essai en matière de suivi des ressources minières à Fria, etc.).